

## COMMUNIQUÉ

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE  
Le 26 juillet 2018

### **Une loi de retour au travail récompense le mauvais comportement de York**

TORONTO – Les étudiantes et étudiants sont frustrés par la décision du gouvernement Ford d'imposer une loi de retour au travail aux 3 000 grévistes de la section locale 3903 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

Les membres de la section locale 3903 du SCFP étaient en grève depuis cinq mois au sujet de la sécurité d'emploi des professeures et professeurs contractuels, de la protection des assistantes et assistants à l'enseignement, des pratiques d'embauche équitables et de l'annulation d'une décision prise par l'Université York de supprimer plus de 800 postes syndiqués d'assistantes et d'assistants à l'enseignement.

« Tout au long du processus de grève, l'administration de l'Université York n'a jamais négocié de bonne foi, a déclaré Nour Alideeb, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario. Obliger les membres de la section locale 3903 du SCFP à retourner au travail avant que l'Université ne s'efforce d'engager un dialogue sérieux sur ces questions mine le processus de négociation collective. »

« Plutôt que d'encourager l'administration de l'Université York à participer avec ses travailleuses et travailleurs à un processus de négociation constructif, le premier ministre et le ministre ont utilisé leur pouvoir pour retirer à ces travailleuses et travailleurs le droit de grève, a déclaré Alideeb. Ce jugement indique clairement aux employeurs qu'il ne leur est pas nécessaire d'entendre les enjeux présentés par leurs travailleuses et travailleurs. Celui-ci signale également aux étudiantes et étudiants, ainsi qu'aux travailleuses et travailleurs universitaires, que ce gouvernement est partial envers les employeurs et les administrations. »

Les lois de retour au travail constituent un dangereux précédent qui prive les travailleuses et travailleurs de leur meilleur atout : le droit de grève légale lorsque l'employeur négocie de mauvaise foi. La loi de retour au travail du premier ministre Ford pour la section locale 3903 du SCFP signifie que les questions pour lesquelles les membres de la section locale se battaient continueront d'être ignorées, ce qui aura des répercussions sur la qualité de l'éducation de l'Université York. En obligeant les membres de la section locale 3903 du SCFP à retourner au travail, le premier ministre Ford a non seulement mis en péril les conditions de travail de 3 000 travailleuses et travailleurs, mais aussi les conditions d'apprentissage de plus de 50 000 étudiantes et étudiants de l'Université York.

Les questions contestées par la section locale 3903 du SCFP ne sont pas particulières à l'Université York. Au cours de la dernière décennie, les compressions budgétaires dans le financement ont entraîné un recours accru sans précédent aux professeures et professeurs contractuels dans des emplois précaires, plutôt qu'aux professeures et professeurs à plein temps pour fournir la majeure partie de l'enseignement dans les collèges et universités de toutes les régions de l'Ontario. Des questions semblables ont été soulevées par les professeures et professeurs en grève des collèges de toute la province en 2017, ce qui a aussi entraîné une loi de retour au travail sous la direction de l'ancienne première ministre Kathleen Wynne.



Canadian Federation of Students–Ontario  
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario  
302-225, rue Richmond Street West / Ouest | Toronto, Ontario | M5S 2V6  
Telephone / Téléphone: 416 925-3825  
[www.cfsontario.ca](http://www.cfsontario.ca)

« Il n'y a pas de gagnants dans ce conflit. En minant les efforts légitimes des membres la section locale 3903 du SCFP de contester leurs conditions de travail et en appuyant l'administration de l'Université York tout en ignorant son obligation de négocier, le gouvernement actuel a fait en sorte qu'il est plus difficile pour les professeures, les professeurs, les étudiantes et les étudiants de soulever leurs préoccupations quant aux lacunes du système. »

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario, la plus importante et la plus ancienne organisation étudiante en Ontario, représente plus de 350 000 étudiantes et étudiants des collèges et universités de toutes les régions de la province.

-30-

Pour plus de renseignements :

**Nour Alideeb**, présidente, **416 925-3825** ou **[chair@cfsontario.ca](mailto:chair@cfsontario.ca)**